



Point pays Amérique latine

Lundi 21 septembre 2020 de 14h30 à 16h

Cité des Sciences et de l'Industrie, Salle 1 du Centre des Congrès

Compte-rendu

Liste des participants : cf. Annexe 1

I. Accueil et introduction :

Patrick Géroudet, Conseiller municipal délégué à la Promotion de la Ville de Chartres :

- La situation est particulière cette année : il y a de grands problèmes sanitaires en Amérique latine, c'est une zone très touchée par la Covid-19, avec un terrain parfois déjà fragile au niveau social et économique dans certains pays.
- Depuis une dizaine d'années, il y a moins de coopération mais ce continent nécessite l'attention des collectivités territoriales françaises en travaillant sur des projets à long terme dans un intérêt mutuel et réciproque.

II. Point sur la situation et actualité Covid-19 :

Gustavo Demian Merlo, Secrétaire de l'Ambassade d'Argentine en France :

- Les collectivités territoriales sont les acteurs clés des processus de coordination et des prises de décisions pour apporter des réponses aux citoyens dans les différents domaines d'action. La Covid-19 a fortement impacté les collectivités et la coopération décentralisée va pouvoir contribuer à apporter une réponse.
- La France est le principal partenaire européen de l'Argentine concernant la coopération décentralisée : 43 projets, 3 rencontres bilatérales des collectivités locales françaises et argentine (Buenos Aires et La Plata en 2008, Biarritz en 2012 et Santa Fe en 2019).
- Les partenariats ont été créés et ont favorisé les échanges sur plusieurs sujets : développement économique, pôle de compétitivité, formation professionnelle, gestion municipale, valorisation du patrimoine culturel et historique, gestion environnementale, urbanisme, tourisme durable, santé, viticulture, etc.
- Les collectivités françaises et argentines se sont fortement impliquées dans le cadre de l'appel à projet généraliste de la DAECT et de la FICOL de l'AFD.
- L'Ambassade d'Argentine est prête à apporter son soutien et son accompagnement aux collectivités françaises et argentines pour générer de nouveaux projets et maintenir les relations.

- La pandémie a touché très différemment les régions du pays : ils ont pris des mesures très rapides pour améliorer les ressources hospitalières. La situation se stabilise actuellement.

Soraya Pessino, Responsable du secteur international de la Ville de Salvador de Bahia au Brésil, membre du Frente Nacional de Prefeitos (FNP) et Présidente du Forum National des Secrétaires et des Responsables Municipaux des Relations Internationales du Brésil (FONARI) :

- Il est important d'aplatir la courbe épidémique, d'éviter de nouveaux foyers et d'essayer de minimiser les impacts économiques de la Covid-19. Pour cela, partager ses expériences, notamment les mesures prises, est essentiel : confinement, prise en charge des personnes vulnérables, politiques publiques visant à encourager les activités économiques, etc. L'initiative du FNP, à savoir les « live » permettant d'échanger et de collaborer entre maires du monde entier sur les actions de lutte contre la Covid-19, est un très bon exemple. Au niveau national, Salvador de Bahia est la première ville à avoir développé un programme d'aide économique et à l'avoir partagé à d'autres villes.
- Le FONARI et le FNP ont tous les outils et l'expérience pour devenir des acteurs internationaux importants afin de transmettre les bonnes pratiques aux municipalités brésiliennes et de les aider à mettre en place des politiques publiques.
- Volonté de créer un espace d'échanges entre les villes brésiliennes et les collectivités françaises : projet de coopération technique pour échanger des bonnes pratiques, des recherches interculturelles, des publications, etc.

III. Expériences des collectivités françaises en Amérique latine :

Ville de Bouguenais : Cf. Annexe 2

Irene Gutierrez, Chargée de projet du service des relations internationales au Conseil départemental du Val-de-Marne : Cf. Annexe 3

- Le Conseil départemental travail avec deux municipalités à El Salvador : Jucuarán depuis 1996 et Ahuachapán depuis 2002. Dans un contexte d'après guerre civile, des axes prioritaires d'intervention ont été définis avec les partenaires, à savoir l'eau et assainissement, la santé publique et enfin, la petite enfance et éducation. Dans chacun de ces secteurs, des actions de construction/réhabilitation, de formation et de sensibilisation sont réalisées.
- A Ahuachapán, un projet d'appui à l'autonomisation des femmes par la création d'un centre de formation socioprofessionnelle est en cours. Le chômage touche particulièrement les femmes, notamment à cause d'un accès à l'éducation plus difficile. Depuis 2009, la collectivité du Val-de-Marne a mis en place des actions de formation professionnelle sur la base de la réalité économique de la ville partenaire. Cependant, le lieu s'est avéré ne pas toujours être adapté et bien situé, et certaines femmes ont abandonné la formation pour des problèmes de garde d'enfants.
- En échangeant avec les acteurs locaux, une nouvelle approche a émergé : la construction d'un centre mitoyen de développement infantile permettant la garde des enfants, mais aussi de mettre en œuvre une stratégie intégrée, prenant en compte le « parcours de vie » des femmes, répondant ainsi à des besoins spécifiques, notamment en lien avec les violences faite aux femmes.
- Les objectifs du projet sont, entre autres, d'améliorer l'accompagnement des femmes et sécuriser leurs parcours à El Salvador et d'enrichir les pratiques sur le territoire français ;
- Cette coopération s'est développée à l'aide de deux associations du Val-de-Marne et du soutien du MEAE dans le cadre de l'appel à projets triennal.

Dominique Cap, Vice-président chargé des relations internationales à Brest Métropole : Cf. Annexe 4

- Brest Métropole ne coopère quasiment qu’avec des villes maritimes et portuaires.
- Avec l’Argentine, la collaboration a démarré en 2010 avec la province du Chubut jusqu’en 2016, puis entre 2016 et 2019, avec la province de Terre-de-feu et la ville d’Ushuaia sur les thématiques du transport maritime durable, de l’aquaculture, du tourisme et des énergies marines. Le renouvellement des équipes suite aux élections à Terre-de-Feu en 2019, les élections municipales en France (stabilité à Brest Métropole) et la pandémie sont autant de facteurs qui auraient pu mettre à mal cette coopération. Cependant, la coopération se poursuit grâce à différentes actions à venir, telles que des rencontres avec les homologues argentins, le Colloque virtuel Sea Tech Week du 12 au 16 octobre – où la province de Terre-de-feu interviendra, des formations et le développement de clusters dans le domaine maritime et portuaire. L’objectif est de coordonner l’offre brestoise avec l’ensemble des chercheurs et des grandes écoles et trouver les homologues en Argentine pour créer des passerelles.
- Au Mexique, la coopération avec l’Etat de Veracruz initiée en 2009 concerne la mise en place d’un technopole de la mer, la sécurité maritime et l’observation des océans. Les thématiques évolueront vers la gestion environnementale, la biodiversité, le changement climatique et la gestion des déchets.
- La coopération avec la ville de Sacaba en Bolivie va permettre d’œuvrer dans le secteur de la gestion de l’eau et dans le cadre de la loi Oudin-Santini (1% eau assainissement).

François Friedrich, Chargé de mission à la Direction du Développement du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle : Cf. Annexe 5

- L’intérêt de la collectivité pour l’Amérique latine date de 2011. Elle s’est dans un premier temps développée en Equateur, puis au Pérou.
- Actuellement, deux coopérations sont en cours sur le continent :
 - Le projet « Reconstruction et Amélioration des systèmes en eau potable des collectivités équatoriennes affectées par le tremblement de terre d’avril 2016 » est financé par un fonds FICOL de l’AFD et un fonds d’urgence de CUF. La province d’Esmeraldas et la commune de Sucre sont accompagnées pour reconstruire et moderniser leurs réseaux de distribution d’eau potable et pour former leurs techniciens à l’exploitation et l’entretien de ces derniers.
 - Le projet « Gestion du risque sans frontières » avec les provinces de Loja (Equateur) et Piura (Pérou) est financé par le programme conjoint Euroclima+ de l’Union Européenne. Le département de l’Aude, la province de Viterbo (Italie) et l’ONG LOCAL sont partenaires. Les deux territoires ont en commun un bassin frontalier et ont souhaité institutionnaliser leurs rapports pour réduire la vulnérabilité de la population et prévenir les risques de sécheresse et d’inondation. Ainsi le Conseil départemental a donc accompagné et conseillé plusieurs initiatives : la construction de digues, de systèmes d’alarme contre les inondations, de reforestation, de mise en place d’une plateforme de dialogue binationale, etc.
- La situation sanitaire a très fortement impacté le bon déroulement des opérations, notamment à travers le report des deux missions prévues en Equateur en 2020, le report des actions de terrain, le retard dans les procédures administratives. Cependant, le contact n’a pas été rompu et les réunions de travail se poursuivent en visioconférence. Un sentiment d’impuissance à répondre aux besoins urgents des partenaires a été ressenti, sachant que le territoire français était lui-même frappé de plein fouet par la crise sanitaire.

Patrick Géroutet, Conseiller municipal délégué à la Promotion de la Ville de Chartres : Cf. Annexe 6

- La coopération avec la ville de Lujan en Argentine existe depuis 2009. La cathédrale de Chartres a servi de modèle à la Basilique Notre-Dame-de-Lujan, ce qui a rapproché les deux villes sur les

thématiques du patrimoine, du tourisme et de la formation professionnelle autour du vitrail. Un centre de formation sur le vitrail a également été créé pour les étudiants argentins et pour les habitants défavorisés de la ville de Lujan.

IV. Comment développer son action internationale en Amérique latine ?

Marie Rodriguez et Servane Gandais, Chargées de mission à la DAECT :

- Importance pour la France d'investir et d'agir via la coopération décentralisée en Amérique latine : valoriser les savoirs techniques français, travailler sur le tourisme, le développement durable dans toutes ses composantes (économique, social, environnemental). La volonté de la DAECT est d'appuyer les coopérations décentralisées existantes et également d'encourager de nouvelles coopérations à se former : travail dans ce sens avec les Ambassades de France, les Ambassades des pays étrangers en France et Cités Unies France via les groupes-pays. Les appels à projets pour 2020 étaient : AAP généraliste biennal, AAP jeunesse, AAP franco-mexicain. La DAECT est à la disposition des collectivités dans l'élaboration de projets mais aussi dans leur suivi. Aussi, le partenariat avec le PNUD permet d'aider l'élaboration de projets, notamment pour appréhender l'impact de la pandémie dans différents pays (évaluation d'impact disponibles en ligne [ici](#)).
- Au vu de la situation sanitaire, la DAECT est très attentive aux projets intégrant les thématiques de la santé et de la relance économique. Les délais pour déposer les projets ont été étendus, cela a amené à reconsidérer les projets déposés en 2020, dont 2 nouveaux projets avec l'Argentine, 1 projet avec la Bolivie, 1 projet avec la Colombie et 1 projet avec le Suriname.
- D'autres dispositifs et outils facilitent les coopérations, tels que la loi Letchimy (cadre juridique qui permet la coopération des collectivités françaises avec directement les Etats à l'étranger) et le guide opérationnel de la coopération décentralisée, nouvellement développé par la DAECT. Il est composé d'une partie « pourquoi agir à l'international ? » avec des exemples de coopération concrets et analysés, d'une partie sur le cadre juridique et d'une partie sur des géographies et des secteurs pour aller plus loin sur les différentes priorités du ministère et de la coopération, avec des contacts précis.

Claudia Casares, Technicienne à AL-LAs : Cf. Annexe 7

- AL-LAs est un point de rencontre entre fonctionnaires et experts de l'action locale internationale, l'Alliance favorise :
 - La production et la gestion des connaissances fondées sur la pratique, l'apprentissage horizontal par les pairs, l'échange d'expériences et les enseignements tirés ;
 - L'analyse et la réflexion spécialisée sur l'action internationale des collectivités territoriales
 - Des actions de plaidoyer pour renforcer la voix des collectivités territoriales dans le système de gouvernance internationale et influencer les agendas mondiaux.
- Voir le message d'AL-LAs sur l'irréversible internationalisation des collectivités territoriales : https://www.youtube.com/watch?v=VuhLM8T3n8w&list=PL0ymw2_U3c6FwpD0Wns90nqCxXMq9I9c0&index=2
- Présentation des Cahiers pour l'internationalisation des villes, traduits en français : <https://proyectoallas.net/2020/07/01/sintesis-ejecutivas-al-las/>

V. Conclusion :

- Reprendre les réunions des groupes-pays.
- La diversité des coopérations avec l'Amérique latine fait la force des collectivités territoriales françaises qui ont beaucoup de compétences et qui bénéficient de celles des collectivités latino-américaines.